

# L'armée française, 70 ans de production de déchets nucléaires

Moins connu que le nucléaire civil, le nucléaire militaire produit une quantité importante de déchets radioactifs, selon un rapport. Les risques vont croître car l'État poursuit sa politique de dissuasion nucléaire.



Lorsque l'on pense au nucléaire militaire, des images de champignon atomique flottant funestement au-dessus d'atolls polynésiens peuvent nous venir en tête. Les déchets générés par la fabrication, le déploiement et le démantèlement des armes nucléaires françaises sont bien moins connus. Ils sont pourtant importants, comme le révèle un rapport publié le 8 décembre par la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (Ican France) et l'Observatoire des armements. Depuis le milieu des années 1950, la France aurait produit **plus de 148 630 mètres cubes de déchets nu-**

**cléaires d'origine militaire.** Un chiffre amené à croître dans les années à venir, étant donné le soutien continu du gouvernement à la filière.

Avec ce rapport, l'Ican France et l'Observatoire des armements espèrent "rendre visibles" les déchets générés par l'arsenal nucléaire français, qui sont jusqu'à présent restés sous le radar médiatique et politique.

*"On ne prend jamais en compte l'ensemble des problèmes que le nucléaire militaire pose", regrette Patrice Bouveret, directeur de l'Observatoire des armements et co-porte-parole de l'Ican France. "On ne se pose pas vraiment la question des déchets, alors que nous ne savons pas les gérer. La problématique est la même que pour le nucléaire civil."*

## Des déchets en partie non répertoriés ou abandonnés dans la nature

Ces déchets proviennent pour l'essentiel des bombes atomiques et des installations qui les fabriquent, selon Patrice Bouveret. Ils sont également produits par les sous-marins lanceurs d'engins et autres porte-avions à propulsion nucléaire français. Leurs moteurs, comparables à des "mini-centrales", fonctionnent en effet grâce à du combustible d'uranium. L'armée française est un producteur non négligeable de déchets nucléaires. Selon l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), 9 % du stock global serait d'origine militaire.

*"Une partie des déchets nucléaires militaires n'est pas répertoriée par l'Andra", explique cependant Patrice Bouveret.*

L'agence ne s'occupe en effet que des déchets stockés sur le territoire français, dans les centres de l'Aube ou à La Hague (Manche). Entre 1960 et 1966, la France a pourtant réalisé dix-sept essais nucléaires en Algérie.

*"Ces déchets ne sont pas pris en compte ni gérés. Ils ont été laissés à l'abandon, avec tous les problèmes que cela peut poser", poursuit le porte-parole de l'Ican.*

Les combustibles usés hautement radioactifs générés par la Marine nationale ne sont pas non plus comptabilisés par l'Andra, tout comme les 15 000 tonnes de matières radioactives jetées dans l'océan Atlantique dans les années 1960.

*"On prépare pour les générations futures des stocks de déchets qu'ils devront gérer pendant des dizaines de milliers d'années"*

Patrice Bouveret s'inquiète d'une potentielle dilution de la radioactivité de ces déchets dans l'environnement. En Polynésie, par exemple, où près de 200 essais nucléaires ont été réalisés entre 1966 et 1996, des matières radioactives ont été enfouies dans des trous creusés dans les atolls.

*"Mais beaucoup sont friables et pourraient s'effondrer. La matière pourrait se répandre dans l'océan, et par ce biais rejoindre la chaîne alimentaire via les poissons", dit-il.*

Les conséquences environnementales et sanitaires pourraient être dramatiques. Compte tenu de ces incertitudes, il estime que l'argument selon lequel les armes nucléaires contribueraient à préserver la sécurité de la France ne tient pas :

*"On prépare pour les générations futures des stocks de déchets qu'ils devront gérer pendant des dizaines de milliers d'années. C'est de la fausse sécurité."*

Pour le moment, malgré les risques, le gouvernement ne semble pas disposé à mettre fin au nucléaire militaire. En dépit de son adhésion en 1992 au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la France s'est récemment engagée dans un processus de renouvellement complet de ses bâtiments de guerre nucléaires.

*"Cela va augmenter de manière importante la production de déchets", commente Patrice Bouveret.*

En 2100, ils pourraient représenter un volume de 259 762 mètres cubes. Selon les souhaits du gouvernement, une part importante d'entre eux devrait être stockée au sein du centre d'enfouissement contesté de Cigéo, à Bure.

L'Ican France et l'Observatoire des armements appellent à l'élimination des armes nucléaires, ou au moins à davantage de transparence sur les déchets générés par la filière militaire.

*"Il faut que ce risque fasse l'objet d'un débat, ne serait-ce que parmi nos parlementaires", estime Patrice Bouveret. "Malheureusement, pour le moment, ils n'ont pas toutes les cartes en main. Il faut que les producteurs de ces déchets fournissent des informations complètes sur leurs conséquences, que des études indépendantes soient menées."*

Le dernier rapport parlementaire sur la question, rappelle-t-il, date de 1997. Il est selon lui grand temps que ces données soient réactualisées.

*"Ce serait une première étape pour instaurer un réel débat."*

## Après cet article

- Armée : La Polynésie marquée à jamais par les essais nucléaires français
- Entretien — Culture et idées : Étienne Davodeau : l'enfouissement des déchets nucléaires est "une immense lâcheté"
- Tribune — Libertés : Opposants à l'enfouissement des déchets nucléaires, nous sommes toutes et tous des malfaiteurs !